

**Pierre Schuwey, chef de la gendarmerie fribourgeoise.**

**En 2001, le nombre de plaintes liées à l'intégrité corporelle -- lésions simples, graves, insultes ou menaces -- continue d'augmenter.**



**La société est devenue nerveuse, nous l'avons remarqué depuis 3 ou 4 ans, maintenant tout le monde s'en rend compte.** Ceux qui possèdent un emploi, travaillent de plus en plus et ne savent pas toujours ce dont demain sera fait, et ceux qui ne travaillent plus sont précarisés. Il y a des gens qui ont explosé psychologiquement et qui sont en arrêt maladie. Déstructurés, certains en arrivent à faire tout et n'importe quoi, ce qui pose beaucoup de problèmes », témoigne le major Pierre Schuwey. Pour faire face à la montée de la violence, les gendarmes, en plus de leur arme, des menottes, du bon sens et de leurs mains nues, possèdent un spray au poivre permettant le cas échéant de neutraliser l'adversaire. Certains agents utilisent aussi un tonfa, sorte de matraque de défense qui permet d'effectuer des prises pour se battre. « Dans les voitures, nous disposons de boucliers et de gants anti-couteaux. Quand nous intervenons dans un ménage, nous le faisons systématiquement avec ce matériel. »

#### **Violences conjugales**

La violence domestique au sens le plus large s'exprime notamment par des bagarres entre conjoints ou entre parents et enfants. « Un des conjoints ou un voisin peut nous appeler parce qu'il y a trop de bruit. Il peut même arriver que les parents nous téléphonent parce qu'ils sont terrorisés par leurs enfants. Il y a des menaces graves entre conjoints avec ou sans blessures. Des armes sont parfois utilisées, par exemple des couteaux de cuisine, une bouteille cassée ou une chaise que l'on fracasse sur l'autre », explique le major Schuwey. Les raisons de ces rixes sont multiples et découlent souvent d'un long processus : « Ça peut-être une instance de divorce, la volonté de l'une des personnes de quitter le domicile ou encore l'un des conjoints qui n'accepte pas une séparation. » Les gendarmes font cesser menace et violence, déterminent la gravité des faits et mettent les personnes hors de danger. « Par exemple, nous pouvons emmener la femme et les enfants passer la nuit chez Solidarité-Femmes. Psychologiquement c'est dur à supporter lorsque des enfants sont impliqués. Nous pouvons également garder l'homme au poste de police et le mettre en garde à vue jusqu'à ce qu'on le remette au juge civil ou au préfet. » Légalement les moyens de la police sont limités, pour agir, il faut souvent une plainte pénale ce qui n'est pas évident pour une femme parce que même avec des menaces ou des violences, la relation existe encore. « La crainte de la menace, la dépendance financière et l'avenir des enfants font qu'il est souvent difficile de déposer une plainte », commente notre invité.

#### **Enfermement systématique des hommes ?**

La gendarmerie renforce la sensibilisation de son personnel à la violence conjugale. Une chercheuse à l'université de Berne est venue à Fribourg faire une étude statistique sur la manière de traiter ces cas. Elle partait du principe que lors de violences conjugales, l'homme en raison de sa force physique doit systématiquement être neutralisé par la police et emmené au poste, indépendamment des responsabilités. « En lisant son étude, nous avons vu que nous ne travaillions pas mal, mais que pour aller dans son sens, il faudrait changer la loi. Nous ne pouvons pas sans autre mettre quelqu'un en garde à vue, sans éléments qui nous permettent de le faire. » Suite à ce travail, les forces de police, la justice et les services sociaux travaillent en réseau. « Nous avons pris conscience que la violence conjugale est un phénomène de violence sociale qui doit être encore plus finement travaillé », explique le chef de la gendarmerie. En cinq ans, les interventions à but social dans les familles et l'aide aux personnes ont doublé. « Les délinquants proviennent de toutes les couches de la population, mais il est vrai, ajoute M. Schuwey, que proportionnellement, les étrangers ne sont pas mal représentés dans les violences. Souvent ce sont des étrangers qui ne sont pas établis chez nous. Par exemple, des bandes de Roumains organisées font des cambriolages. Il y en a toujours eu, dans les années quatre-vingt, il y avait les braquages dans les banques, on parlait des Turinois, la bande des alphas, ou bien les

Grenoblois. Ils font des casses la nuit et s'en vont tout de suite. Avec les autoroutes, Fribourg est près de la frontière. » En matière d'âge, les plus actifs sont les 18-30 ans. Quant aux plus jeunes, s'ils ne représentent pas encore un véritable souci d'un point de vue quantitatif, ils le sont plus d'un point de vue qualitatif. « Il s'agit de violences de bandes qui cassent un peu à gauche à droite voire qui commettent des délits plus graves comme des cambriolages.

C'est à nouveau une minorité, mais c'est d'elle que l'on parle, parce que c'est elle qui pose problème. » S'agit-il toujours de garçons? « Effectivement ce sont des garçons. Toutefois, il y a un peu plus d'une année, quelques jeunes filles âgées de 13-14 ans, s'étaient mises ensemble et faisaient régner un peu la terreur notamment en ville. »

### **Fribourg, Bulle zones sensibles**

Les principaux lieux sensibles du canton, d'après le commandant de la gendarmerie sont les agglomérations de Fribourg, Bulle. La situation n'est pas encore celle rencontrée dans certaines cités françaises où la police n'entre que difficilement dans certains quartiers : « Les études criminologiques montrent qu'il faut quand même une masse critique de 100'000 habitants pour générer ce genre de problématique. Avec une agglomération de moins de 70 milles personnes, nous n'en sommes pas là et la composition de la population n'est de toute façon pas la même. » Si les gendarmes fribourgeois ne craignent aucun endroit du canton, ils ont toutefois éprouvé quelques difficultés à entrer dans certains établissements publics. Dans l'un d'entre eux, au vu de la réaction de la clientèle, il n'était plus possible d'agir avec une patrouille de deux gendarmes. Un point de fixation se faisait notamment en matière de drogue. « Alors nous sommes intervenus avec 6 ou 7 agents à la fois à plusieurs reprises dans le but de "déstabiliser" le milieu. »

### **« La bêtise humaine vous démoralise »**

Aujourd'hui, presque une fois par jour deux agents sont mis en difficulté au cours de leurs interventions. « La nuit, la vie sociale est quand même bien active, régulièrement vous êtes appelé pour intervenir parce que quelqu'un fait scandale sur la voie publique. Vous interpellez l'individu, vous vous trouvez dans la rue et plusieurs personnes prendront fait et cause pour ce dernier, ce qui nécessitera l'appel de renfort. » Bien que le moral des hommes de M. Schuwey soit bon, la répétition de ces faits, y compris dans le domaine sportif, fatigue les gendarmes : « Quand vous voyez deux bandes qui s'invectivent et qu'il faut deux heures pour faire rentrer dans leur car des supporters visiteurs attaqués par les autres, cela n'a plus rien à voir avec le sport. A 0h30, vous êtes encore à la patinoire de St-Léonard en train de vous bagarrer avec les différents groupes. La bêtise humaine vous démoralise. » Par ailleurs, ce service d'ordre n'est pas facturé au club contrairement à la circulation. Comme certaines situations sont moralement choquantes pour ses hommes, la gendarmerie a mis sur pied une cellule "relation humaine" : « Nous ne sommes pas seulement des femmes et des hommes forts et inatteignables, avec ce qu'on vit, il est nécessaire de faire du débriefing post-traumatique. Par exemple, lors de la série de trois meurtres en juillet dernier, c'est trois fois le même groupe qui a dû gérer la première intervention. Je peux vous dire que là vous prenez psychologiquement "une pêche". De plus, l'intervention est à risque car le meurtrier peut être toujours sur les lieux. Le chef de groupe s'est rendu compte que ça ne jouait plus au sein de son équipe, poursuit notre invité, les gars étaient silencieux dans leur coin. Alors, ils ont partagé leurs émotions et ils ont fait un débriefing de groupe. » Même M. Schuwey, vice-commandant de la police cantonale fribourgeoise, relatant une levée de corps d'un enfant, accuse le coup : « Pendant quelques jours vous n'êtes pas bien. En fonction de la manière dont vous percevez la chose, vous demandez un appui psychologique ou non. Nous avons pris conscience que c'était important de prendre en charge cela pour éviter tout problème par la suite. C'est comme en boxe, lorsque vous prenez un coup de poing sur la tête. Vous êtes un peu groggy, vous vous rétablissez et vous en prenez un deuxième plus fort. Si vous n'aviez pas tout à fait récupéré au bout d'un moment vous êtes KO. »

### **Gratifiant, attrayant**

Selon Pierre Schuwey, même si la société est de plus en plus violente, les métiers de policier et de gendarme demeurent attrayants et extrêmement diversifiés : « L'autre soir, je discutais avec mes agents, tout d'un coup nous recevons un appel, un gars avait un problème avec une arme à feu. En 20 minutes nous nous trouvons près d'une maison. Le problème s'est finalement bien réglé. Nous avons fait une heure supplémentaire ; de plus, on devait finir à 8 heures, mais c'est quand même intéressant. C'est une profession très sociale et si vous travaillez le week-end, vous avez congé à d'autres moments. »

*Propos recueillis par Johann Ruppen et Jean-Marc Angéloz*

15.03.02